

Observatoire de Cointe : Liège ne sait pas acheter

POLITIQUE

L'échevine du Patrimoine rappelle qu'il n'a jamais été question d'un rachat...

Nous l'évoquions cette semaine, un cap a été officiellement franchi, dans le dossier de l'Observatoire de Cointe, propriété de la Région wallonne qui, pour rappel, nécessite d'importants investissements afin d'être réhabilité. En réponse à une question de la libérale Diana Nikolic en effet, le ministre wallon Adrien Dolimont a confirmé que la pose d'une toiture était prévue d'ici peu pour protéger l'édifice classé, mais a également confirmé que la vente au privé était la seule solution envisageable, vu les investissements à consentir pour réhabiliter le site à long terme.

Or, dans sa communication, une petite phrase n'a pas échappé à l'échevine liégeoise du Patrimoine, Christine Defraigne... le fait que le ministre a précisé que la vente au privé était aussi inéluctable, la Ville de Liège n'ayant pas manifesté sa volonté ferme de racheter le site... Et de faire douter dès lors sur la volonté liégeoise de préserver les lieux?

Si telle n'était pas l'intention, Christine Defraigne a tenu à préciser publiquement le fait que ce "raccourci" pouvait en surprendre plus d'un. Non sans ajouter *"qu'il n'a jamais été demandé à la Ville de racheter ce bien. Cela n'a jamais, à aucun moment, été mis sur la table. Si la Région wallonne connaît des difficultés financières –*



Christine Defraigne, échevine du Patrimoine. © TONNEAU

et j'y suis particulièrement sensible – la Ville en connaît aussi de terribles”.

Rappelant par ailleurs que le coût estimé du site était de 12 millions d'euros, l'échevine a enfin attiré l'attention sur le fait que la Ville était sous plan de gestion... *"sous la loupe et la coupe de la tutelle. Si même la Ville trouvait, quod non, une manne céleste qui lui permettrait non seulement de racheter le bien, mais de le restaurer (on estime donc le coût à 12 millions... avant pandémie), il ne fait pas de doute que notre tutelle, la Région wallonne elle-même, nous interdirait de réaliser pareil investissement, vu notre situation”...* Voilà qui est dit... et qui renforce donc encore un peu plus le scénario de la vente au privé.

M.B.